

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703530ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703530ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1995). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 26(4), 835–841. <https://doi.org/10.7202/703530ar>

28 juillet : Le député Raymond Bonin représente le gouvernement canadien à la cérémonie d'investiture du président élu du Pérou, M. Alberto Fujimori (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 juillet 1995).

Nominations diplomatiques et autres

4 juillet : Le ministre des Affaires étrangères annonce 25 nominations diplomatiques. De ceci, signalons que les nominations d'ambassadeurs en Uruguay et au Panama le sont à titre de chefs de nouveaux bureaux qui auront comme principal mandat la promotion des intérêts économiques canadiens et que les nominations en Équateur et au Mali ont pour but de hausser le niveau de la représentation canadienne dans ces pays (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 119*, 4 juillet 1995).

28 juillet : La leader autochtone canadienne, Rosemarie Kuptana, est élue à la présidence de la Conférence inuit circumpolaire (*Le Devoir*, 31 juillet 1995, p. A2).

23 août : Huit autres nominations diplomatiques sont rendues publiques. Parmi celles-ci, notons la désignation de M. Graham Green en Croatie et M. Christopher Westdal en Ukraine (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 143*, 23 août 1995).

8 septembre : Mme Adèle Hurley, M. Pierre Béland et M. Calvin Francis Murphy sont nommés commissaires de la section canadienne de la Commission mixte internationale (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 161*, 8 septembre 1995).

II – Les relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1995)

A — Aperçu général

Le gouvernement péquiste se consacrait presque entièrement, ce trimestre, à la préparation du référendum sur l'avenir politique du Québec qui aura lieu le 30 octobre 1995. La Déclaration de souveraineté a été rendue publique lors d'une cérémonie officielle le 6 septembre et le libellé de la question référendaire, adopté par l'Assemblée nationale, le 20 septembre, après un débat de 35 heures. Par la suite, l'Assemblée nationale a ajourné ses travaux jusqu'au 28 novembre. Accaparés par les préparatifs de la campagne référendaire qui débutera le 1^{er} octobre, les représentants politiques québécois n'ont effectué que de rares visites et reçu peu de dignitaires étrangers. La Francophonie fit cependant exception en raison de l'imminence du prochain Sommet francophone.

B — Les relations économiques et commerciales

Devant les membres du cercle de la finance internationale, le ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, a expliqué les principales mesures

d'un projet destiné à faire de la ville de Montréal une place financière internationale dans un Québec souverain¹. Par exemple, afin de redonner à Montréal un rôle international majeur, un Québec souverain autoriserait la création des banques «off-shore», ferait la promotion de «centres de gestion», renforcerait le secteur de l'assurance et de la réassurance et attirerait, par une fiscalité allégée, les holdings de groupes financiers internationaux. Rappelons qu'en 1982, le gouvernement péquiste avait avancé un projet similaire qui n'avait pu se réaliser en raison de réticences fédérales-provinciales.

D'autre part, le ministre Landry réitérait encore, ce trimestre, sa confiance quant à l'avenir des relations commerciales d'un Québec souverain. Il émettait, le 26 septembre, un communiqué à ce sujet en réponse aux propos alarmistes tenus plus tôt par le ministre des Finances du Canada². Le Québec, a-t-il dit, présente déjà toutes les caractéristiques d'une économie de marché, ce qui assurerait son admission à l'Organisation mondiale du Commerce au même titre que les Républiques tchèque et slovaque qui ont été admises sans négociation. De plus, a-t-il conclu, en raison de l'intérêt prononcé du Québec pour le libre-échange, contrairement à d'autres provinces canadiennes, l'accession du Québec à la souveraineté ne perturberait pas les échanges continentaux et mondiaux.

C — La Francophonie

Près de 150 parlementaires ont participé à Québec du 9 au 12 juillet à la XXI^e session ordinaire de l'AIPLF (Assemblée internationale des parlementaires de langue française)³. À l'issue de cette rencontre, le Président de l'Assemblée nationale du Québec et président sortant de l'AIPLF, M. Roger Bertrand, s'est dit satisfait de la franchise avec laquelle se sont déroulés les débats sur des sujets parfois délicats tels que le respect des droits de la personne et les efforts de démocratisation. Les résolutions adoptées lors de cette session seront acheminées au Sommet francophone pour un examen plus approfondi.

Les préparatifs entourant le 6^e Sommet de la Francophonie sont aussi à l'origine de la visite de Mme Margie Sudre, la secrétaire d'État française chargée de la Francophonie, qui s'est rendue au Québec du 6 au 8 septembre⁴. Elle y a rencontré le Premier ministre et M. Bernard Landry. Les deux gouvernements se sont entendus pour que les programmes qui seront soutenus lors du Sommet témoignent de la spécificité de la Francophonie et ont dit souhaiter que le Sommet de Cotonou puisse permettre un règlement rapide

1. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 22 septembre 1995.
2. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 26 septembre 1995.
3. *Lettre du Québec*, vol. 8, no. 8, juillet-août 1995, p. 3; *Le Soleil*, 5 juillet 1995, p. A9; *Le Devoir*, 5 juillet 1995, p. A4, 11 juillet 1995, p. A4 et 13 juillet 1995, p. A2.
4. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 septembre 1995; *Le Devoir*, 8 septembre 1995, p. A5; *La Presse*, 6 septembre 1995, cité par *L'Argus*, 6 septembre 1995, p. A4.

des différends institutionnels. De plus, Mme Sudre s'est entretenue avec des responsables de tv5 international et de l'AUPELF/UREF, le réseau pour l'enseignement supérieur, et s'est adressée aux membres du Forum francophone des affaires (FFA). Soulignons d'ailleurs que le FFA, qui a établi son Secrétariat international à Montréal, a signé avec le Québec, ce trimestre, une entente lui conférant certains avantages en tant qu'organisation internationale non gouvernementale⁵.

D — Le Québec et les autres organisations internationales

1 — La Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes

Le gouvernement québécois a dépêché une délégation de six personnes, dirigée par la ministre responsable de la Condition féminine, Mme Jeanne Blackburn, pour participer à la 4^e Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, du 4 au 15 septembre⁶. Bien que faisant partie de la délégation canadienne, le Québec a présenté son propre rapport faisant état de la situation des femmes au Québec et de la politique québécoise dans ce domaine au cours de la dernière décennie. Avant de se diriger à Pékin où se tenait la conférence, la ministre Blackburn a cité parmi les principales menaces qui planent sur la condition féminine, la montée de l'intégrisme, la féminisation de la pauvreté, l'augmentation de la violence et le retour marqué de la droite en politique.

2 — Le PNUD

C'est en novembre prochain que le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) doit décider du nom de la ville qui accueillera le siège du Secrétariat des Nations Unies sur la diversité biologique. En août, le gouvernement du Québec s'est engagé à promouvoir l'implantation à Montréal de cet organisme en annonçant qu'il verserait 2 millions de dollars au Secrétariat dans l'éventualité où celui-ci s'installerait à Montréal⁷. Préalablement, le Québec avait déposé en mai, lors de la réunion du Conseil des gouverneurs du PNUD (Programme des Nations Unies pour l'environnement) à Nairobi, un aide-mémoire intitulé: «L'offre du gouvernement du Canada de loger le Secrétariat créé en vertu de la Convention sur la diversité biologique».

E — Le Québec et les États-Unis

À l'invitation du gouvernement québécois qui y détient le statut de membre international associé, la 35^e réunion annuelle de l'Eastern Regional

5. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 8 septembre 1995.
6. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 18 août 1995; Isabelle PARÉ, *Le Devoir*, 19-20 août 1995, p. A4.
7. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 25 août 1995.

Conference of Council of State Governments (ERC/CSG) se tenait à Québec, du 6 au 10 août. Les quelque 1300 délégués américains dont 500 Gouverneurs, Sénateurs ou Représentants de la Chambre de 10 États du Nord-Est américain, de Porto Rico et des îles Vierges se sont ainsi réunis pour la première fois à l'extérieur des États-Unis⁸. Le Premier ministre du Québec a profité de cette occasion pour s'adresser aux délégués en leur rappelant la vigueur des relations américano-québécoises et l'intérêt que son gouvernement porte à la libéralisation des échanges commerciaux. Plusieurs politiciens et gens d'affaires américains ont fait valoir, à l'issue du discours de M. Parizeau, que les liens économiques entre l'Est des États-Unis et le Québec ne seraient pas affectés par une éventuelle souveraineté du Québec.

La ville de Québec était également l'hôte, ce trimestre, de la 40^e réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs qui avait lieu du 6 au 8 septembre⁹. Le Québec et l'Ontario possèdent un statut d'observateur au sein de cet organisme de coopération régionale qui regroupe huit États américains riverains. Les questions de transport maritime et les problèmes environnementaux du bassin des Grands Lacs ont particulièrement intéressé le Québec.

F — Le Québec et l'Europe

1 — La France

La revitalisation des échanges franco-québécois s'est poursuivie ce trimestre avec pour toile de fond incontournable la question de la souveraineté. Du 6 au 13 juillet, la ministre d'État à la Concertation et ministre de l'Emploi, Mme Louise Harel, a effectué une mission en France¹⁰. La ministre a représenté le Québec au ix^e Congrès des Associations Québec-France et France-Québec où elle a salué la vigueur de l'amitié franco-québécoise et la politique de non-ingérence et de non-indifférence de la France à l'égard du Québec. Puis, Mme Harel s'est entretenue de formation professionnelle, de lutte contre le chômage et de développement régional avec le ministre français du Travail, du Dialogue social et de la Participation, deux autres ministres et plusieurs représentants du milieu syndical.

Toujours en juillet, le ministre français de la Jeunesse et des Sports, M. Guy Drut, a coprésidé, à Montréal, avec le ministre québécois des Affaires internationales, le 42^e conseil d'administration de l'OFQJ (Office franco-québécois pour la jeunesse). Ils ont notamment annoncé la création d'une banque de stages en entreprises destinés aux jeunes en recherche d'emploi¹¹.

8. *Québec Update*, vol. xviii, no. 6, September 29, 1995, p. 2; André BELLEMARE, *Le Devoir*, 8 août 1995, p. 4.

9. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 septembre 1995.

10. *Lettre du Québec*, vol. 8, no. 8, juillet-août 1995, p. 6.

11. *Lettre du Québec*, une sélection de nouvelles publiée par le MAIICC, 13 juillet 1995, p. 2.

Puis, du 11 au 13 septembre, le Président de l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin, a effectué une visite officielle au Québec¹². Reçu par le Premier ministre, M. Séguin a ensuite eu des entretiens avec le vice-premier ministre Landry, la ministre de la Culture et des Communications, Mme Louise Beaudoin, la ministre déléguée au Tourisme, Mme Rita Dionne-Marsolais et plusieurs personnalités du milieu culturel. À quelques semaines de l'échéance référendaire, M. Séguin n'a pas manqué de tenir des propos très chaleureux à l'endroit du Québec et a réaffirmé la position traditionnelle de la France sur la question souverainiste. Cette attitude a été approuvée par le Premier ministre québécois qui a précisé que la politique de non-ingérence et de non-indifférence lui «convient parfaitement». « Nous souhaitons, a-t-il rappelé, que la France soit à nos côtés pour que ce choix soit reconnu (et) nous savons que nous pourrions compter sur M. Séguin pour nous accueillir lorsque nous nous présenterons à la table des nations¹³. » M. Séguin a complété son voyage en rencontrant son homologue, M. Roger Bertrand, dans le cadre des rencontres régulières entre les Présidents des Assemblées nationales de France et du Québec et de la x^e Commission interparlementaire franco-québécoise qui avait pour thème cette année les autoroutes de l'information.

2 – La visite de M. Parizeau à Londres

Invité dans le cadre des célébrations du centenaire de la London School of Economics où il a étudié, le Premier ministre du Québec s'est rendu à Londres, les 5 et 6 juillet¹⁴. Dans une allocution prononcée devant le Royal Institute of International Affairs, M. Parizeau a rappelé qu'un Québec souverain serait stable et prospère, qu'il garderait la monnaie canadienne et qu'il respecterait ses engagements internationaux. Lors de sa visite à Londres, le Premier ministre a également accordé des entrevues aux magazines *The Economist* et *Financial Times* et rencontré le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Eddie George.

G — Le Québec et le Mexique

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, M. Bernard Landry, a accompagné à Mexico, les 9 et 10 juillet, seize entreprises québécoises spécialisées dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de la finance et du transport¹⁵. Outre l'aspect économique de la

12. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 septembre 1995 et *Communiqué*, 13 septembre 1995; *Le Soleil*, 9 septembre 1995, p. A18; *La Presse*, 8 septembre 1995, cité par *L'Argus*, 8 septembre 1995, p. A12; *Le Devoir*, 13 septembre 1995, p. A4.

13. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 11 septembre 1995.

14. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 5 juillet 1995; *Le Soleil*, 6 juillet 1995, p. A8; *Le Devoir*, 6 juillet 1995, p. A4.

15. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 juillet 1995; *Le Soleil*, 8 juillet 1995, p. A13; *Le Devoir*, 7 juillet 1995, p. A2, 10 juillet 1995, p. A4, 11 juillet 1995, p. A4 et 12 juillet 1995, p. B4.

mission qui l'amenait à rencontrer trois ministres mexicains, M. Landry s'est entretenu avec le ministre des Relations extérieures, M. José Angel Gurria Trevino, pour lui expliquer la démarche du gouvernement québécois en faveur de la souveraineté. Le ministre Landry a déclaré à cet effet que son gouvernement place le Mexique en troisième position sur la liste des priorités diplomatiques, après la France et les États-Unis et s'est dit satisfait de l'attitude mexicaine qu'il a comparée au principe français de non-ingérence et de non-indifférence. Les entreprises québécoises participant à la mission ont aussi eu des échanges fructueux. Par exemple, la Caisse centrale Desjardins a signé une entente de collaboration avec la National Financiera et la firme DMR a obtenu un contrat pour la modernisation des systèmes informatiques de la Banque Serfin¹⁶.

H — Le Québec et le Burkina Faso

M. Blaise Compaoré, le Président du Burkina Faso, a été reçu, le 6 juillet, par le ministre Landry. La venue de M. Compaoré au Québec a permis d'aborder de nombreux sujets dont les préparatifs entourant la tenue du prochain Sommet francophone. Le ministre Landry a aussi félicité le président burkinabé pour la démocratisation et le développement économique de son pays ainsi que pour «la sagesse des orientations et des priorités qu'il a su imprimer à son pays, dans un contexte parfois difficile¹⁷». Les deux hommes ont également convenu de consolider les liens économiques entre le Québec et le Burkina Faso en identifiant les secteurs minier et agro-alimentaire comme bases pour un partenariat impliquant des entreprises privées. En 1994, le Burkina Faso a représenté le troisième plus important client commercial du Québec en Afrique avec des exportations évaluées à \$16 millions.

I — Le Québec et l'Asie

On apprenait en août la participation du gouvernement du Québec au financement d'une étude de faisabilité en vue de la construction d'un barrage hydro-électrique au Cambodge. L'annonce a été faite lors de la signature officielle de l'entente entre le gouvernement cambodgien, représenté par son ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, M. Pou Sothirak, et les représentants d'un consortium formé de trois entreprises québécoises : Hydro-Québec International (HQI), Pomerleau International et Experco Ltée. La contribution directe du gouvernement québécois totalise \$150 000 pour la première phase de l'étude dont le coût total est de 1,5 million de dollars¹⁸.

Plusieurs autres contrats commerciaux avec l'Asie ont été conclus, ce trimestre. Notons par exemple, le contrat d'HQI pour la construction d'une ligne de transport en Malaysia, celui de Systèmes M3i concernant un système

16. *Lettre du Québec, une sélection de nouvelles publiées par le MAICC*, 13 juillet 1995, p. 1.

17. Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 6 juillet 1995.

18. Gouvernement du Québec, *Communiqué*, 31 août 1995.

informatisé pour la ville de Shanghai et celui de Northern Telecom pour un nouveau réseau optique au Viêt-Nam¹⁹.

D'autre part, la Fédération québécoise en environnement a signé, le 2 août, une entente de coopération avec l'Association de protection de la nature et de l'environnement de Hanoi, au Viêt-Nam. Le document porte sur l'échange d'information, la formation du personnel et la mise en place d'une structure permanente de coopération²⁰.

J — Chronologie thématique*

Retour de l'envoyé spécial de M. Parizeau à Paris

mi-août :

L'émissaire spécial du premier ministre Parizeau en France, M. Yves Michaud, rentre au Québec après un séjour d'environ neuf mois à Paris. M. Michaud, qui avait été envoyé à Paris, pour reconstruire le réseau d'appuis à la souveraineté dans les milieux politiques français, doit remettre un rapport à cet effet au Premier ministre. (*Le Devoir*, 1^{er} août 1995, p. A4).

Nouvelle déléguée générale à Boston

septembre :

Mme Anne Légaré remplace M. Pierre Nadeau au poste de délégué général du Québec à Boston. Le mandat de Mme Légaré est de trois ans. (*Le Devoir*, 25 juillet 1995, pp. A1-A8; *Le Soleil*, 2 septembre 1995, p. A16).

Le Québec et les organismes internationaux

4 et 8 septembre :

On apprend que le Secrétariat permanent pour le Réseau mondial d'échanges (SPRME), qui réunit des praticiens de la route, s'établira à Montréal et que l'Organisation des villes du patrimoine mondial dont le siège est à Québec signe une entente portant sur la reconnaissance et l'octroi de certains avantages pour ses employés. (Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Communiqué*, 4 septembre 1995 et 8 septembre 1995; *Le Devoir*, 5 septembre 1995, p. A7).

19. *Lettre du Québec, une sélection de nouvelles publiées par le MAICC*, 13 juillet 1995, p. 5 et 24 août 1995, p. 3.

20. *Lettre du Québec, une sélection de nouvelles publiées par le MAICC*, 13 juillet 1995, p. 3.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.